

Les regrets d'Agnès Buzyn : « On aurait dû tout arrêter, c'était une mascarade »

Catastrophée par la crise sanitaire, l'ex-ministre de la santé revient pour « Le Monde » sur sa campagne à Paris et son départ du gouvernement.

« *Je me demande ce que je vais faire de ma vie.* » Agnès Buzyn est enfin rentrée chez elle, lundi 16 mars, en milieu d'après-midi. Elle vient de « *fermer la porte du QG* » de sa campagne parisienne et a posé son sac, seule, « *effondrée* », dit-elle. Elle pleure, et ses larmes n'ont rien à voir avec celles « *d'émotion* » et de « *déchirement* » essuyées entre deux sourires lors de la passation de pouvoir au ministère de la santé, il y a un mois. Ce sont des larmes lourdes, de fatigue, d'épuisement, mais aussi de remords. Elle se livre sans fard et l'aveu est terrible. « *Quand j'ai quitté le ministère, assure-t-elle, je pleurais parce que je savais que la vague du tsunami était devant nous. Je suis partie en sachant que les élections n'auraient pas lieu.* » A mots à peine cachés, l'ex-ministre de la santé reconnaît ce qui la déchire : fallait-il abandonner son poste en pleine tempête, alors qu'elle devinait le drame à venir ?

Agnès Buzyn n'est arrivée qu'en troisième position à Paris et sans attendre les directives de La République en marche (LRM) ou l'annonce du report du second tour, a annoncé ce lundi qu'« *en raison de la situation sanitaire et dans les hôpitaux* », elle se retirait du jeu. « *C'est ma part de liberté, de citoyenne et de médecin.* » L'avait-elle donc perdu, ce libre arbitre, durant son aventure électorale ? Ses propos le laissent deviner. « *Depuis le début je ne pensais qu'à une seule chose : au coronavirus. On aurait dû tout arrêter, c'était une mascarade. La dernière semaine a été un cauchemar. J'avais peur à chaque meeting. J'ai vécu cette campagne de manière dissociée.* » Le mot dit tout. A-t-on jamais gagné une élection en affichant pareille dualité ?

Tragédie intime

En politique aussi, l'inconscient parle. Dimanche 15 mars, Agnès Buzyn est allée voter dans le 5^e arrondissement, près de chez elle. Essayer de voter, plutôt. La tête de liste de LRM avait d'abord oublié sa carte d'identité chez elle, dans un autre sac. Le temps que son équipe s'active, elle a fait le pied de grue devant le bureau de vote. Au moment de glisser son bulletin, impossible de débloquer la pompe du flacon de gel hydroalcoolique... Mauvais karma, mauvais signal.

Le soir, elle a été distancée par la maire socialiste sortante, Anne Hidalgo, et par Rachida Dati. Benjamin Griveaux aurait-il fait mieux ? « *Sûrement pas* » tranche-t-elle. « *Quand je suis arrivée, il était à 13 %.* » Par tempérament, Agnès Buzyn n'est pas du genre à jouer les supplétifs. Si elle s'est présentée, c'est avec la conviction qu'elle pouvait bousculer le jeu. C'était son moment, pensait-elle. Ou son calvaire, vues les circonstances. Aujourd'hui, c'est toute cette séquence qui lui revient, jusqu'à faire de sa confession l'expression d'une tragédie intime.

Tout commence le 14 février. A l'époque, l'OMS ne parle pas encore de pandémie, les épidémiologistes comparent la mortalité du virus à celle de la grippe. Seule la province chinoise de Hubei est confinée. Invitée sur France Inter, ce matin-là, Agnès Buzyn fait le point sur ses dossiers et la situation sanitaire. Elle n'a pas encore vu la vidéo intime de

Benjamin Griveaux, qui tourne depuis peu sur les réseaux sociaux. Toujours pas candidate dans un arrondissement de la capitale ? lui demande-t-on à l'antenne. Ce même Griveaux ne lui avait proposé qu'« *une troisième position, dans le 15^e* », précise-t-elle aujourd'hui. Pas forcément de son niveau. Elle n'entre pas dans ces détails et répète : « *Je ne pourrai pas être candidate. J'avais déjà un agenda très chargé, j'ai beaucoup de réformes dans le ministère et s'est rajouté un surcroît de travail inattendu malheureusement, qui est cette crise du coronavirus.* » L'affaire semble tranchée.

« Paris est un beau mandat. J'ai appelé moi-même le président pour lui dire que j'y allais »

Que se passe-t-il entre ce vendredi matin et le samedi soir suivant, qui la voit s'avancer sur le devant de la scène parisienne, alors que **Griveaux jette l'éponge** ? A l'entendre, elle devine déjà ce qui se profile. « *Je pense que j'ai vu la première ce qui se passait en Chine : le 20 décembre, un blog anglophone détaillait des pneumopathies étranges. J'ai alerté le directeur général de la santé. Le 11 janvier, j'ai envoyé un message au président sur la situation. Le 30 janvier, j'ai averti Edouard Philippe que les élections ne pourraient sans doute pas se tenir. Je rongerais mon frein.* » Dès lors, pourquoi tout lâcher pour remplacer Griveaux ? « *Ni Emmanuel Macron ni Edouard Philippe ne m'ont mis la pression. Mais je recevais des milliers de textos me disant : "Il n'y a que toi..." Je me suis dit que je n'allais pas laisser La République en marche dans la difficulté... Paris est un beau mandat. J'ai appelé moi-même le président pour lui dire que j'y allais.* »

Un bref moment de bonheur

Lucide sur la crise sanitaire et pourtant décidée à s'engager : nous sommes là au cœur du mystère Buzyn. La politique, cette hématologue réputée, entrée au gouvernement en 2017, en rêvait. « *Depuis toujours*, dit-elle. *C'était aussi l'ADN de la famille Veil* », celui de Simone, son ex-belle-mère, qu'elle admire. Elle avait déjà manqué de sauter le pas lors du précédent quinquennat, quand François Hollande avait songé à la nommer ministre, sans finalement donner suite. Auparavant, François Fillon l'avait, lui aussi, remarquée, alors qu'elle présidait l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire, et lui avait proposé de devenir sa suppléante à Paris, aux législatives de 2012. Par conviction de gauche – peut-être aussi parce que c'était un début trop modeste –, elle avait refusé.

Agnès Buzyn se dit que ce défi parisien est une aubaine. La capitale, sa ville natale, semble lui tendre les bras. Elle le croit d'autant plus volontiers qu'au gouvernement, ses marges se sont rétrécies. Le corps hospitalier la voue aux gémonies, la réforme des retraites est un loupé, la future loi sur la dépendance n'aura pas les crédits exigés... Si elle est encore à ce poste en 2022 et que Macron échoue, confie-t-elle à des proches, que restera-t-il de sa réputation ? Agnès Buzyn n'aime pas perdre et une nouvelle carrière, politique celle-là, s'ouvre à elle. Olivier Véran, un ex-socialiste de 39 ans, neurologue et député, paraît taillé pour lui succéder.

L'entrée en campagne est un bref moment de bonheur. La Macronie parisienne, sonnée par l'affaire Griveaux, se reprend à rêver. La candidate a les coudées franches. Elle enterre les projets-phares de son prédécesseur et pousse la promesse qui fait sa marque : l'aide aux personnes âgées à domicile. Bienveillance, proximité, mais aussi sécurité et propreté. Qu'apporte-t-elle de plus ? Son passé précisément, soit un sérieux, une compétence, une légitimité.

Pendant quelques jours, elle croit à sa bonne étoile. Les sondages frémissent. On l'engueulait toujours, et désormais on l'aborde gentiment. « *J'aime les gens, dit-elle, et quoi qu'on en dise, dans un ministère, il y a une distance qui se crée.* » La candidate s'enhardit et commet la faute de critiquer le manque de préparation de la Mairie de Paris face à l'épidémie, alors qu'elle l'a félicitée un peu plus tôt – et par écrit – de sa mobilisation. A moins que ces critiques ne trahissent un sentiment de culpabilité personnel ? Le satané virus envahit tout et, à la télévision, c'est Olivier Véran qui prend la lumière. Précis, rassurant, il est jugé excellent. La révélation n'est plus là où on l'imaginait...

Commence alors le chemin de croix. Sur le terrain, dans les débats, Agnès Buzyn montre un vrai savoir-faire mais elle stagne dans les sondages. Comment rassembler largement au second tour, comme promis, si elle arrive derrière Hidalgo et Dati ? « *Je ne suis pas une politicienne mais une professionnelle de l'intérêt général* », affirme le message audio qu'elle laisse sur 500 000 téléphones. La crise sanitaire la ramène sans cesse à son passé de ministre. Les réseaux sociaux reprennent ainsi cette petite phrase, lâchée le 24 janvier : « *Le risque de propagation du coronavirus dans la population est très faible.* »

« *Bien sûr, je n'aurais pas dû prononcer ces mots. Mais avant de partir du ministère, j'avais tout préparé, malgré une inertie...* » Les quelques reproches qu'elle s'adresse se mêlent au désir de convaincre qu'elle n'a pas failli. « *Je n'ai plus de boulot* », glisse-t-elle, avant de se reprendre : « *Je dis toujours : "Ministre un jour, médecin toujours". L'hôpital va avoir besoin de moi. Il va y avoir des milliers de morts.* »

« Je regrette l'utilisation du terme de "mascarade" »

Après la publication de cet article, Agnès Buzyn a tenu à « *éclairer les propos qui ont été les [siens]* » dans un communiqué publié en fin d'après-midi. « *C'est vrai, j'ai exprimé mon inquiétude depuis le premier jour parce que c'était mon rôle* », confirme l'ex-ministre de la santé, avant de rappeler et de justifier les mesures prises par le gouvernement, dont elle se dit « *totalement solidaire* ». « *Les propos [cités dans Le Monde], recueillis en pleine crise, doivent être pris dans leur contexte. Je regrette l'utilisation du terme de "mascarade", qui dans mes propos concernait le fait de débiter des discussions de fusions de listes électorales dans le contexte que l'on connaît.* »

Ariane Chemin